ECOWAS COMMISSION
COMMISSION DE LA CEDEAO
COMISSÃO DA CEDEAO

Note de capitalisation

Renforcer l'alimentation du bétail pour une embouche de qualité : Expérience de production de fourrages et d'aliments locaux dans la zone Sikasso–Korhogo–Bobo-Dioulasso

Avec l'appui technique et financier de :

Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Swiss Agency for Development and Cooperation SDC

Septembre 2025

Cette note de capitalisation a été réalisée dans le cadre de la Phase 1 du Programme d'Appui à la Commercialisation du Bétail en Afrique de l'Ouest mis en œuvre du 1er avril 2021 au 30 juin 2023 avec l'appui technique et financier de

Pour citer ce document :

Commission de la CEDEAO – Agence régionale pour l'agriculture et l'alimentation (ARAA), Note de capitalisation, 2025 : Renforcer l'alimentation du bétail pour une embouche de qualité : Expérience de production de fourrages et d'aliments locaux dans la zone Sikasso–Korhogo–Bobo-Dioulasso

Projet : Fourrages et Aliments locaux pour l'intensification de l'embouche et la Production de Viande de Qualité en Afrique de l'Ouest (FAPROVIAQ)

Pays : Mali, Côte d'Ivoire et Burkina Faso

Institutions de mise en œuvre : Chambre régionale de l'agriculture (CRA) de Sikasso, Union régionale de la filière bétail viande (URFBV) de Sikasso ; Centre Régional de la Recherche Agronomique (CRRA) de Sikasso ; Société coopérative des éleveurs de la région du Poro (SCOOPERPO ; Korhogo) ; Groupement Masculin « SONG-TAABA » des commerçants de bétail viande, Bobo-Dioulasso ; Association des vendeurs d'herbes fraîches pour bétail de Bobo-Dioulasso (AVHF/B) ; Centre International de Recherche-Développement sur l'Élevage en zone Subhumide (CIRDES)

Résumé exécutif

Le projet FAPROVIAQ a été mis en œuvre pour répondre à la dégradation des pâturages et à la faible disponibilité d'aliments de qualité pour le bétail dans la zone Sikasso–Korhogo–Bobo-Dioulasso. Il a appuyé la mise en place de banques fourragères sur 118 hectares, la diffusion d'espèces fourragères améliorées, la formation de 296 éleveurs aux techniques de production animale, et la création d'une plateforme numérique régionale de mise en relation.

Les résultats montrent une amélioration notable de la productivité fourragère (3 à 7 UBT/ha sur 3 mois) et une rentabilité économique avec des marges brutes atteignant 690 000 FCFA par hectare. L'adoption progressive des innovations et la mobilisation d'acteurs de la recherche ont facilité l'ancrage technique du projet sur le terrain.

L'une des principales leçons tirées de l'expérience est que la durée limitée du projet et les retards de décaissement ont freiné la consolidation des acquis. Pour assurer la pérennité et la mise à l'échelle, il est recommandé de renforcer l'accompagnement technique à moyen terme, de fluidifier les procédures financières et d'intégrer davantage les acteurs locaux dans les mécanismes de coordination.

Messages clés

- La raréfaction des pâturages naturels, aggravée par les conflits d'usage et le changement climatique, limite fortement la production animale de qualité dans la zone Sikasso–Korhogo–Bobo-Dioulasso; le projet Fourrages et Aliments locaux pour l'intensification de l'embouche et la Production de Viande de Qualité en Afrique de l'Ouest (FAPROVIAQ) a été conçu pour renforcer durablement l'alimentation du bétail à travers la promotion de fourrages et d'aliments concentrés issus de ressources locales.
- Pour répondre à ces enjeux, le projet a soutenu la mise en place de banques fourragères, accompagné la diffusion d'espèces à haute valeur nutritive, formé près de 300 éleveurs aux techniques de production fourragère et animale, et favorisé la structuration des acteurs via une plateforme numérique régionale.
- L'intervention a permis l'emblavement de 118 hectares en cultures fourragères avec des rendements permettant de nourrir 3 à 7 UBT par hectare pendant trois mois, et une rentabilité démontrée, avec des marges brutes pouvant atteindre 690 000 FCFA par hectare.
- La mobilisation d'institutions de recherche, de partenaires de terrain et la mise en place de parcelles témoins ont facilité l'adoption progressive des innovations par les producteurs et renforcé les liens entre recherche, conseil et pratiques d'élevage.
- L'expérience montre que la durée limitée du projet et la lenteur des décaissements peuvent freiner l'ancrage des innovations; il est donc essentiel de prévoir un accompagnement à moyen terme et de simplifier les procédures pour pérenniser les acquis et étendre les résultats à plus grande échelle.

Enjeu

Un contexte de dégradation des pâturages et de pression sur les ressources alimentaires pour le bétail

Dans la zone économique spéciale couvrant Sikasso (Mali), Korhogo (Côte d'Ivoire) et Bobo-Dioulasso (Burkina Faso), les systèmes d'élevage extensifs prédominent et sont confrontés à des contraintes croissantes liées à l'accès aux ressources pastorales. La pression démographique, l'aggravation des conflits d'usage des terres et les effets du changement climatique entraînent une dégradation continue des pâturages naturels. Cette situation affecte la qualité de l'alimentation animale, en particulier pendant la période de soudure, et compromet la productivité des élevages ainsi que la qualité bouchère des animaux commercialisés dans les marchés à bétail.

Dans ce contexte, certains éleveurs ont commencé à s'intéresser à la production de fourrages et d'aliments concentrés à base de ressources locales comme solution alternative pour sécuriser l'alimentation de leur bétail. Toutefois, ces initiatives restaient marginales et faisaient face à de nombreuses limites : manque d'accès sécurisé au foncier, faible disponibilité en semences fourragères de qualité, insuffisance de connaissances techniques sur les itinéraires culturaux adaptés, et faibles connexions aux marchés d'approvisionnement et de commercialisation.

Par ailleurs, la transhumance transfrontalière, très pratiquée dans la zone, engendre régulièrement des tensions entre les communautés pastorales et les autres utilisateurs des terres. Ces conflits sont exacerbés par l'absence de dispositifs concertés de gestion des ressources, et par la faible application des textes communautaires encadrant la mobilité du bétail dans l'espace Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO).

Une problématique liée à l'insuffisance de fourrages, à la méconnaissance des techniques d'embouche et à l'accès limité aux intrants

Face à la dégradation des ressources fourragères naturelles et à la faible intégration des approches d'intensification durable dans les pratiques d'élevage, les éleveurs de la région manquent de moyens pour répondre à la demande croissante en viande de qualité. La faible maîtrise technique des pratiques d'embouche, combinée à un accès limité aux aliments de qualité et aux intrants de production, freine l'amélioration des performances zootechniques. Les chaînes de valeur bétail-viande souffrent également d'une faible coordination entre les acteurs et d'un déficit d'informations fiables, en particulier pour les producteurs ruraux isolés.

Cette situation limite non seulement les capacités de production des éleveurs, mais affecte également leur rentabilité et leur capacité à investir dans des systèmes plus performants. La faiblesse des infrastructures de transformation et la rareté de services d'appui efficaces (formation, conseil, crédit) entravent en outre la diffusion à grande échelle de pratiques innovantes. L'absence d'outils de mise en relation commerciale réduit enfin les perspectives de valorisation des animaux à fort potentiel.

Un besoin de renforcer l'alimentation animale, les capacités des éleveurs et les liens avec les marchés

Le projet Fourrages et Aliments locaux pour l'intensification de l'embouche et la Production de Viande de Qualité en Afrique de l'Ouest (FAPROVIAQ) a été conçu pour répondre à ces besoins multiples en articulant son action autour de quatre leviers d'intervention :

- Renforcer la production fourragère locale par la promotion de banques fourragères à base de graminées, légumineuses et espèces ligneuses adaptées aux contextes agroécologiques locaux.
- Faciliter l'accès à des aliments concentrés à base de ressources locales, en installant des unités pilotes de fabrication et en formant les éleveurs à leur utilisation.
- Diffuser des techniques améliorées d'embouche pour produire des animaux de qualité bouchère, mieux valorisés sur les marchés.
- Créer des alliances productives par la mise en place d'une plateforme numérique d'information et de commercialisation, permettant de relier producteurs, transformateurs, commerçants et autres acteurs de la filière.

Ces actions visaient non seulement à améliorer l'alimentation animale, mais également à structurer durablement les chaînes de valeur à travers une meilleure coordination entre les acteurs, une professionnalisation des pratiques et un accès facilité aux ressources productives. Le projet devait aussi contribuer à réduire la vulnérabilité des éleveurs en période de soudure, à améliorer leurs revenus, et à consolider les efforts d'intégration régionale en matière de commerce de bétail et de viande.

Dans la pratique

Activités menées

Pour répondre à la problématique de l'insuffisance en alimentation animale de qualité, le projet a misé sur la promotion de banques fourragères à base d'espèces ligneuses, de graminées et de légumineuses, ainsi que sur la valorisation d'aliments concentrés produits localement. L'approche déployée a consisté à renforcer la disponibilité et l'accessibilité de ressources alimentaires adaptées, tout en développant les capacités des éleveurs en matière de techniques de production fourragère et animale.

Chaque pays concerné par l'intervention – le Mali, le Burkina Faso et la Côte d'Ivoire – a été représenté dans le consortium par au moins un partenaire opérationnel. Cette structuration territorialisée a permis d'assurer un appui-conseil de proximité et un suivi régulier des bénéficiaires. L'implication

des structures de recherche, notamment le Centre International de Recherche Développement sur l'Élevage en zone Subhumide (CIRDES) au Burkina Faso et le Centre Régional de la Recherche Agronomique (CRRA) au Mali, a été essentielle pour favoriser la diffusion et l'adoption de semences fourragères améliorées. Des formations pratiques ont été organisées à l'intention des éleveurs, portant à la fois sur la culture des espèces fourragères, la conduite des unités d'embouche, et l'utilisation rationnelle des aliments concentrés.

Par ailleurs, le projet a appuyé la mise en place de parcelles fourragères témoins, servant à démontrer concrètement la pertinence des innovations promues. Il a également mobilisé des moyens financiers pour l'achat de semences (environ deux tonnes) et pour la formation des producteurs. Le coût de mise en œuvre de cette composante est estimé à environ 3 000 000 FCFA.

Résultats atteints

La mise en œuvre des activités a permis d'emblaver 118 hectares avec des espèces fourragères à haute valeur nutritive, capables de nourrir entre 3 et 7 Unités Bétail Tropical (UBT) par hectare sur une période de trois mois. Les rendements observés ont contribué à améliorer significativement la disponibilité en fourrage pendant la période de soudure. La marge bénéficiaire brute par hectare varie entre 264 661 et 690 750 FCFA, témoignant de l'intérêt économique que représente la production fourragère pour les éleveurs.

Au total, 296 producteurs ont été formés aux techniques de production fourragère et d'alimentation animale. Les connaissances acquises ont permis une adoption progressive d'espèces comme le Panicum, le Brachiaria et le maïs Espoir. L'introduction de ces espèces, conjuguée à une meilleure gestion des unités d'embouche, a renforcé les performances zootechniques des élevages. Les témoignages recueillis auprès des bénéficiaires montrent une appréciation positive des semences reçues et de l'utilité du fourrage produit dans la conduite des activités d'élevage.

En complément, une plateforme numérique régionale a été créée pour favoriser les échanges et les alliances productives entre les différents acteurs de la chaîne de valeur bétail-viande. Elle vise notamment à soutenir la diffusion des innovations et à renforcer les liens d'affaires à travers une meilleure circulation de l'information.

Au titre de témoignage, LY Briky du village Koumbia affirme à ces termes *« Je suis très content et heureux de faire partir des bénéficiaires de cette intervention. Personnellement, j'ai reçu des semences fourragères notamment du soja que j'ai cultivé. Le foin récolté a été d'un grand soutien pour la conduite de mes activités d'élevage. (…) ».*

Défis rencontrés

La mise en œuvre de cette thématique a rencontré plusieurs contraintes. Le décaissement tardif de certaines ressources, notamment la seconde tranche de financement, a affecté le calendrier des activités. La durée de formation des acteurs a été jugée trop courte pour permettre une appropriation complète des techniques transmises. Le financement disponible n'a pas permis de couvrir de manière satisfaisante l'ensemble des besoins en semences fourragères, ce qui a limité la surface emblavée par certains bénéficiaires.

Le projet a également souffert d'une durée d'exécution jugée trop courte, ne permettant pas d'évaluer objectivement le taux d'adoption des innovations et l'impact économique des nouvelles pratiques.

Des contraintes d'accessibilité, liées à la situation sécuritaire dans certaines zones, ont par ailleurs freiné l'extension des activités. Enfin, les difficultés d'accès au financement pour certains éleveurs ont limité leur capacité à acquérir des animaux d'embouche, réduisant ainsi le plein effet des efforts consentis pour améliorer l'alimentation.

Malgré ces défis, la mise en place de parcelles témoins a facilité l'adhésion progressive des producteurs à la culture de fourrages. Les liens établis avec les structures de recherche et les plateformes d'échange entre acteurs ont contribué à poser les bases d'une dynamique de renforcement durable de la production animale de qualité dans la région.

Leçons apprises et recommandations

- **La proximité opérationnelle et la mobilisation de partenaires ancrés localement ont favorisé la mise en œuvre efficace des activités**. La structuration du consortium autour de partenaires actifs dans chaque pays a permis un accompagnement rapproché des bénéficiaires. Cette configuration a facilité le suivi technique, le conseil régulier et la résolution rapide de problèmes sur le terrain. De plus, la participation d'instituts de recherche comme le CIRDES et le CRRA a renforcé la qualité des itinéraires techniques diffusés, en appuyant la sélection et la diffusion d'espèces fourragères adaptées. Pour renforcer cet atout, il serait utile, dès la phase de conception des projets, de consolider cette articulation entre opérateurs de terrain, institutions de recherche et services techniques déconcentrés, afin d'assurer un transfert de compétences durable et une redevabilité locale partagée.

- **Les procédures de financement peu réactives ont entravé la fluidité de la mise en œuvre**. Le retard dans le décaissement de la seconde tranche a eu des effets en cascade sur l'exécution du calendrier, le déroulement des formations et l'acquisition des intrants. Ce type de contrainte bureaucratique peut compromettre l'impact d'interventions pourtant bien conçues. Pour prévenir ce type de blocage, il serait pertinent d'envisager des mécanismes financiers plus souples, mieux adaptés aux temporalités du terrain, en renforçant par exemple les délégations de décision au niveau local ou en simplifiant les circuits de validation administrative.

- **Les résultats positifs sur les rendements et la rentabilité montrent qu'une intensification maîtrisée est économiquement viable**. La marge bénéficiaire brute observée par hectare – entre 264 000 et 690 000 FCFA – confirme que l'intensification de l'alimentation animale peut générer des revenus significatifs pour les éleveurs, tout en améliorant la qualité des animaux mis sur le marché. Ces résultats ont été possibles grâce à la qualité des intrants, la pertinence technique des pratiques promues et l'investissement des bénéficiaires. Pour consolider cette dynamique, il conviendrait de mobiliser les institutions de microfinance autour de modèles économiques éprouvés, notamment à travers des produits de crédit adaptés aux éleveurs et aux commerçants, soutenus par des fonds de garantie ou des mécanismes d'accompagnement financier.

- **La coordination entre les maillons de la chaîne reste un défi, mais la plateforme**

numérique ouvre de nouvelles perspectives. L'outil régional mis en place pour favoriser les échanges entre acteurs de la chaîne bétail-viande représente un pas important vers une meilleure intégration des marchés et des pratiques. Toutefois, son appropriation effective dépend encore de plusieurs facteurs : connectivité, compétences numériques, clarté des usages, valeur ajoutée perçue. Pour que cet outil tienne pleinement son rôle, il serait stratégique de renforcer la formation des usagers, d'assurer une animation régulière de la plateforme, et de développer des services concrets répondant aux besoins des différents profils d'acteurs.

- **L'accès au financement reste un verrou structurel pour la diffusion à large échelle**. De nombreux bénéficiaires n'ont pas pu aller au bout du processus d'embouche ou d'extension des activités par manque de ressources financières. Les contraintes d'accès au crédit, combinées à une faible capitalisation des exploitations, limitent les capacités d'investissement dans les intrants, le matériel ou le cheptel. Pour dépasser cet obstacle, il serait pertinent de travailler avec les caisses populaires, les institutions de microfinance et les autorités locales à la mise en place de mécanismes innovants comme des fonds rotatifs, des garanties solidaires ou des crédits à faible taux spécifiquement dédiés aux acteurs de la filière.

- **L'articulation entre technique, économique et institutionnel doit être renforcée pour assurer la durabilité des acquis**. Si les résultats techniques du projet sont encourageants, leur maintien dans le temps dépend aussi de leur viabilité économique, de leur acceptabilité institutionnelle, et de leur intégration dans les dispositifs politiques existants. L'entretien des infrastructures, la continuité des formations, ou encore l'accès aux intrants nécessitent un engagement durable des parties prenantes. Pour aller dans ce sens, il serait souhaitable de renforcer les passerelles avec les politiques publiques agricoles et pastorales, en impliquant davantage les ministères sectoriels, les élus locaux et les organisations professionnelles dans la co-construction des suites à donner aux innovations expérimentées.

À propos de cette note de capitalisation

Cette note est issue d'un processus de capitalisation participatif conduit dans le cadre du Programme d'Appui à la Commercialisation du Bétail en Afrique de l'Ouest (PACBAO). L'objectif de la capitalisation est de documenter et valoriser les expériences menées sur le terrain afin de favoriser l'apprentissage, la redevabilité et la mise à l'échelle des approches prometteuses. Les informations ont été recueillies à travers des entretiens, des visites de terrain, l'analyse de documents et la consultation des parties prenantes.

À propos du programme PACBAO

Le Programme régional d'appui à la commercialisation du bétail en Afrique de l'Ouest (PACBAO) est une initiative de la CEDEAO avec l'appui financier de la Coopération Suisse (DDC). Elle s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de la Politique agricole régionale, l'ECOWAP. Elle vise à créer des conditions favorables à l'accroissement des revenus des éleveurs en s'appuyant sur le secteur privé du commerce régional du bétail et les institutions publiques régionales. Au cours de sa première phase (2018 – 2023), le programme a contribué au renforcement des capacités institutionnelles et opérationnelles de la CEDEAO et a financé 16 projets pilotes dans 11 pays en Afrique de l'Ouest et au Sahel qui ont permis de générer une dizaine de bonnes pratiques et innovations. Les projets pilotes visaient essentiellement à accroître la productivité du bétail, améliorer la compétitivité de la viande produite dans la région face à la concurrence des importations extra-communautaires, faciliter et moderniser le commerce intra-régional du bétail et, améliorer les relations entre les acteurs des chaines de valeur, les installations et les moyens destinés à la transformation et au transport de la viande rouge.

La deuxième phase du programme (2024-2028) s'inscrit dans la même perspective et mettra l'accent sur la mise à l'échelle des pratiques innovantes existantes tout en créant des conditions favorables à la promotion de la filière bétail-viande. Son objectif global est de contribuer à couvrir les besoins en viande rouge et produits carnés des populations de l'Afrique de l'Ouest et du Sahel à travers le développement du commerce intrarégional de bétail et de la viande et la maîtrise des importations extrarégionales des produits carnés. De façon spécifique, la seconde phase du programme vise à accroitre d'au moins 2,6% l'offre de bétail et de viande sur les marchés terminaux et toucher environ 500 000 bénéficiaires directs dont 40% de jeunes et de femmes.

Remerciements

Nous exprimons notre sincère gratitude à toutes les personnes et institutions qui ont contribué à la réalisation de ce document de capitalisation. Votre soutien, votre engagement et votre participation ont été essentiels à la réussite de ce processus.

ECOWAS COMMISSION
COMMISSION DE LA CEDEAO
COMISSÃO DA CEDEAO

Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Swiss Agency for Development and Cooperation SDC

Agence régionale pour l'agriculture et l'alimentation
4e et 5e étages, Immeuble de la CRBC
Place de la Réconciliation, Cité OUA, Quartier Atchanté
01 BP4817, Lomé 01, Togo
Courriel : araa@araa.org
Site Web: www.araa.org